



Lundi 20 janvier 2014

La liaison du président... avec le patronat !

18 mois que cela durait... mais les médias faisaient mine de ne rien savoir. Et voilà que Hollande assume son idylle avec le grand patronat. Il a tenu à l'officialiser lors de sa conférence de presse du 14 janvier dernier, où il a détaillé le « *pacte de responsabilité* », autrement dit le mirifique contrat de concubinage qu'il entend conclure avec ses bien-aimés.

Dans la corbeille de la favorite : 15 milliards d'euros.

Le président n'arrête pas de cajoler le patronat, en lui chantant ses refrains préférés : baisse des charges, compétitivité, etc. Il vient de s'engager à supprimer les cotisations familiales d'ici à 2017. Soit une dot de 35 milliards d'euros qu'il apporte aux grands patrons... La mesure viendra paraît-il remplacer le Crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE), qui représentait 20 milliards, ce qui fera tout de même 15 milliards d'euros supplémentaires dans les poches patronales. Hollande peut toujours nous jurer ses grands dieux qu'il ne touchera pas aux allocations familiales : demain, comme pour la retraite ou le chômage, on nous dira qu'il n'y a plus de sou dans la caisse et qu'il faut réduire les allocations.

Et ce n'est que le début d'une longue liste. Car Hollande a également promis de « *moderniser* » la fiscalité des entreprises, de « *faciliter* » leurs décisions et autres commodités très lucratives. Tant et si bien que Pierre Gattaz, le patron des patrons, a applaudi et que l'UMP ne sait plus quoi dire, vu le PS lui pique sa politique et même la double sur sa droite !

Au bon peuple de payer l'offrande

Comment financer cette politique ? En faisant de nouvelles coupes budgétaires ! Hollande a annoncé 50 milliards d'économies d'ici 2017. De quoi démanteler un peu plus les services publics, réduire les budgets sociaux, étrangler les associations que l'on prive de subventions alors qu'elles assurent tant de

besoins indispensables, etc. De quoi appauvrir encore plus la majorité de la population.

Hollande, reprenant la même démagogie mensongère que Sarkozy, y est même allé de son couplet sur les « *abus* » du système de protection sociale. C'est oublier un peu vite que la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés et qu'une bonne partie des plus pauvres ne touchent pas ce qui leur est dû, tellement les démarches pour faire valoir ses droits sont compliquées. Car là encore, le « *choc de simplification* » dont se vante Hollande, c'est pour les patrons, pas pour les exploités, pas pour les licenciés. L'assistantat en grand, et la facilité des démarches, c'est pour les barons du CAC 40.

Un contrat d'idylle à sens unique

Le plus beau, dans l'aventure sentimentale présidentielle, c'est que le patronat, lui, ne s'engage à rien. Gattaz refuse carrément « *que ce pacte se transforme en contraintes* ». Le patron des patrons précise d'ailleurs qu'il veut bien avoir pour « *objectif* » la création d'un million d'emplois d'ici à 2020 (contre 100 milliards de baisse d'impôts !). Mais attention, il ne « *promet rien* ».

Le gouvernement offre, le patronat en redemande... Cela fait d'ailleurs trente ans que ça dure. Les gouvernements de droite comme de gauche multiplient les cadeaux au patronat, et le chômage touche aujourd'hui 5,5 millions de personnes ! Pendant les 18 premiers mois du quinquennat Hollande, de grands groupes comme PSA ou Sanofi, entre autres, ont largement profité des crédits d'impôts. Cela ne les a pas empêché de licencier et de mettre ainsi, directement ou indirectement, 500 000 travailleurs de plus au chômage.

Il fut un temps où l'on faisait la révolution contre un régime de privilégiés affamant le peuple. Hollande et Gattaz nous cherchent : on ne va pas attendre d'être réduits à la famine pour qu'ils nous trouvent.

Pas touche à nos congés !

Comme à chaque début d'année, la direction de Carrières nous présente son organisation du temps de travail pour 2014. On y découvre que la semaine 33 sera fermée tout comme celle entre Noël et le 1^{er} de l'an. Une partie de nos congés sont au bon vouloir du patron, la direction cherche encore à économiser sur les coûts fixes genre consommation de la clim, qui de toute manière ne marche pas.

Pas question d'accepter davantage de congés imposés au bon plaisir du patron.

La sécurité ? Seulement si ça rapporte du pognon !

Fin 2013, certains d'entre nous ont enfin pu passer l'AESP (formation conduite / pilotage). La direction la refuse depuis plusieurs années sous prétexte qu'elle est « trop coûteuse » bien que sécurisante pour nos essais.

Généreuse la direction ? C'est pas son genre : c'était aussi le seul moyen de respecter l'obligation fiscale de formation continue à hauteur de 1,5 % de la masse salariale. Pour atteindre le pourcentage, seules lui restaient les formations les plus « chères ».

C'est dire à quel point la direction a fait blocage sur toutes les formations (comme sur la sécurité d'ailleurs). Mais pour payer moins d'impôts elle est prête à tout : y compris céder ce qu'elle nous doit.

L'alliance s'élargit, le but reste le même

Dimanche soir, le conseil d'administration de PSA a accepté officiellement une entrée du capital de Dong Feng dans le groupe, les frères Thierry et Robert Peugeot se seraient crêpé le chignon.

Au final l'État français apporterait autour de 800 millions, Dong Feng 800 aussi et le clan Peugeot environ 100 millions. Tout ce monde de requins, malgré leurs petites rivalités, est de toute façon d'accord pour mener la guerre aux salariés. Montebourg se vante de sauver PSA en l'aidant à rester aux mains de capitalistes français, nous n'avons pas de quoi être rassurés.

Les siamois

Cette année nous avons droit à deux bafouilles de vœux patronaux pour le prix d'une : Varin, qui se félicite des attaques menées contre les salariés du groupe, et Tavares, qui annonce qu'il va continuer la même politique. Il nous donne même un conseil, sans doute extrait d'un manuel de psychologie de comptoir : « *la confiance est essentielle au succès, vous devez croire en vos capacités* ».

C'est vrai, si nous nous mettons tous en colère, nous avons les moyens de leur faire regretter leurs vœux !

Iznogoud a retourné sa veste... sans enlever le pin's

Il n'a pas fallu longtemps pour que soit remarqué le petit pin's en forme de losange sur la photo de Tavares dans l'annuaire de l'entreprise. Alors qu'il venait de tenir des propos guerriers sur la « concurrence » dans ses vœux, ça la fichait mal. Nous, ce qu'on peut en retenir, c'est qu'après avoir attaqué nos collègues de Renault, il vient nous demander de nous retrousser les manches pour la réussite de PSA... tout en nous serrant la ceinture.

À la prochaine révolution, il retournera son pantalon !

Propagande arrogante

La semaine dernière la direction de PSA s'auto-félicitait d'avoir mené un PSE (plan de suppression de poste) de 1 400 salariés sur le site de PSA-Rennes. Selon elle, il n'y aurait « *aucun licenciement contraint* ». En réalité énormément de salariés partent sans l'avoir voulu. Le risque reste de finir quand même à Pôle Emploi.

Avec plus de 25 % d'effectifs en moins à PSA-Rennes, un sous-traitant local Lear fermé, et un plan de suppression de postes chez un autre (Faurecia), les PDG de PSA sont en train de sinistrer une région entière.

Un patron jamais rassasié

À peine le PSE de PSA-Rennes bouclé, il est maintenant question d'un prétendu « sureffectif » de 279 salariés sur ce site que la direction compte bien faire disparaître au cours de l'année.

Plus la direction licencie, plus elle se sent libre de continuer.

Accroc au cash : elle gagne sur tous les terrains

PSA compte vendre une partie des terrains et bâtiments des sites de Sochaux et de Mulhouse aux collectivités territoriales locales. À Mulhouse, c'est pour récupérer 18 millions d'euros, la direction continuera de louer ces mêmes bâtiments pour 2,2 millions d'euros par an... tant qu'elle en aura besoin.

Manière d'emprunter le cash aux collectivités à taux 0 % sur le dos du contribuable et de commencer les préparatifs pour la suppression d'une ligne de montage qui est à l'étude. Ce sont donc les salariés qui paieront deux fois la note : par leurs impôts locaux et par les réorganisations, suppressions de postes, mobilités et charges accrues qu'ils subiront.

Quand PSA se shoote au cash, c'est l'État son meilleur dealer.